

## Briefing 2019: Sahara Occidental et MINURSO

### Résumé

1. L'envoyé spécial des Nations Unies, Horst Köhler, a fait des progrès en rapprochant les parties au conflit autour de la table des négociations pour la première fois en six ans.
2. Néanmoins, le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination n'a pas été réalisé. Ils font face à la violence de l'Etat marocain s'ils mentionnent publiquement ce droit et ceci malgré la présence de la MINURSO, chargée d'organiser un référendum sur l'autodétermination et de maintenir la paix.
3. Le groupe de militants sahraouis de Gdeim Izik est en grève de la faim. Ils purgent de longues peines après des procès inéquitables. La visite de Köhler au Sahara Occidental occupé a été témoin de manifestations pacifiques sahraouies violemment réprimées par les forces marocaines. La MINURSO n'a toujours pas le mandat de surveiller les droits de l'homme sur le territoire.

### Recommandations au Conseil de Sécurité des Nations Unies

#### *Immédiatement*

1. Soutenir énergiquement l'envoyé de l'ONU Horst Köhler dans ses efforts pour sortir de l'impasse.
2. Donner à la MINURSO le mandat légal de surveiller et de faire rapport sur les droits de l'homme dans les territoires contrôlés par le Royaume du Maroc et le Front POLISARIO. Cet organe doit rendre compte de ses conclusions directement au Conseil de sécurité des Nations unies et assurer une présence permanente jusqu'au référendum.
3. Examiner comment la MINURSO pourrait appuyer le respect du droit international en ce qui concerne l'exploitation illégale des ressources du Sahara occidental par le Maroc.
4. S'appuyant sur l'importante reconnaissance par les tribunaux du monde entier du droit des Sahraouis de contrôler leurs ressources naturelles, exigez qu'il soit mis un terme à l'extraction des ressources naturelles du Sahara Occidental par le biais d'accords ne respectant pas les intérêts et les souhaits des Sahraouis autochtones.

#### *Dès que possible*

1. Fixer une date pour la tenue d'un référendum libre et équitable au Sahara occidental avec une option d'indépendance sur le bulletin de vote, conformément à la norme juridique internationale bien établie relative à l'autodétermination.
2. Développer un plan solide en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies pour appliquer le résultat du référendum, si l'une des parties ne respecte pas la décision de l'électorat sahraoui.

## Processus politique

Horst Köhler, Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental, a fait quelques progrès. En décembre 2018, il a organisé la première table ronde des parties au conflit, le Maroc et le Front POLISARIO, en présence de l'Algérie et de la Mauritanie. Les spécialistes en conflits d'International Crisis Group ont identifié cela comme un signe d'une «opportunité de résolution» du conflit.

Les États-Unis semblent également s'intéresser de plus en plus au règlement du conflit, le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, étant reconnu pour son rôle dans le rapprochement des parties. Bolton a exprimé sa frustration devant le fait que la MINURSO n'ait pas été en mesure de remplir son mandat d'organiser un référendum sur l'autodétermination du territoire: «en tant qu'Américain, je suis partisan du vote».

Bien que l'autodétermination soit au cœur du mandat de la MINURSO, le Maroc insiste sur le fait qu'il n'acceptera aucun vote ayant une option d'indépendance. Ceci en dépit du fait que les ministres marocains affirment régulièrement que de nombreux Sahraouis sont favorables à la domination marocaine. Comme nous l'avons détaillé dans le passé et souligné à nouveau dans ce document, la réalité est que les Sahraouis vivant au Sahara Occidental sont confrontés à la répression, aux violations des droits de l'homme et aux inégalités économiques. Il est temps que l'ONU habilite la MINURSO à faire face à l'intimidation marocaine.

### Les droits de l'homme et la résolution du conflit

Les violations des droits de l'homme perpétrées par les forces marocaines au Sahara occidental sont non seulement inacceptables en elles-mêmes, mais elles concernent également les activités de la MINURSO et des Nations Unies au Sahara occidental. En effet, en approfondissant la méfiance des Sahraouis envers le Maroc et en perpétuant un climat de peur et de violence, elles ne peuvent que faire obstacle à une résolution pacifique du conflit.

Il est donc extraordinaire que la MINURSO n'ait même pas pour mandat de surveiller la situation des droits de l'homme sur le territoire, sans parler de «protéger la population». Dans nos recommandations, nous soulignons donc une fois de plus la nécessité de donner à la MINURSO le mandat légal de surveiller les droits de l'homme au Sahara occidental.

## Droits de l'homme

Au moment où nous écrivons, de nombreux militants des droits des Sahraouis emprisonnés, membres de Gdeim Izik, sont en grève de la faim. Ils protestent contre leur maintien en détention, les conditions inhumaines dans lesquelles ils sont détenus et sont dispersés dans des prisons marocaines à des centaines de kilomètres de leurs familles. Des grèves de la faim sont en cours dans les prisons suivantes: Quneitra, Tiflet 2, Ait Mellul 2 et Bouzkarn.

L'année dernière, nous avons détaillé la conduite injuste de leurs appels contre leurs déclarations de culpabilité. Ils étaient tous à l'origine des militants arrêtés en 2010, à la suite de la dissolution violente des camps de protestation sahraouis par les forces de sécurité marocaines et condamnés à de longues peines de prison à l'issue de procès inéquitables. Beaucoup ont maintenant passé près de 10 ans dans les prisons marocaines.

Des organisations internationales de défense des droits humains ont condamné la violente répression des manifestations pacifiques sahraouies organisées à l'occasion de la visite de Horst Köhler au Sahara Occidental occupé en juin 2018. Amnesty International et Human Rights Watch ont toutes deux pris note de la violence et qu'aucune enquête n'a été ouverte sur ce comportement des forces de sécurité, malgré les appels sahraouis.<sup>1</sup>

Amnesty a également noté la "surveillance intense" à laquelle sont soumis les militants des droits de l'homme sahraouis; et que des avocats internationaux spécialisés dans les droits de l'homme ont été expulsés du Maroc alors qu'ils tentaient de rendre visite à des prisonniers politiques sahraouis détenus dans ce pays.

## Ressources Naturelles

En février 2019, le Parlement européen a voté en faveur de l'approbation d'un nouvel accord de pêche UE-Maroc, conçu pour permettre l'exploitation illégale des ressources halieutiques du Sahara occidental. La Cour de justice de l'Union européenne a déjà examiné cinq affaires relatives à la place occupée par le Sahara occidental dans les accords commerciaux UE-Maroc, et l'aboutissement de ce non-respect des décisions précédentes est la poursuite des litiges intentés par des groupes de solidarité internationale.

Quelques jours avant le vote, 98 organisations sahraouies ont signé une lettre ouverte au Parlement européen leur demandant instamment de rejeter l'accord. La lettre:

- note que la Cour de justice de l'Union européenne a statué à deux reprises que toute exploitation internationale des ressources naturelles du Sahara occidental est illégale sauf avec l'accord préalable du peuple sahraoui;
- déclare que «l'accord de partenariat pour une pêche durable... n'est pas un partenariat», car les peuples du Sahara occidental n'ont été consultés à ce sujet.

L'UE sait pertinemment qu'elle encourage le commerce contrôlé par le Maroc au Sahara occidental: en 2017, des responsables de la Commission européenne se sont rendus sur le territoire pour effectuer des contrôles techniques sur les exportateurs marocains. Les investissements marocains dans les énergies renouvelables augmentent également au Sahara

---

<sup>1</sup>Human Rights Watch World Report 2019 – Morocco/Western Sahara <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/morocco/western-sahara>

occidental, une part substantielle allant à des entreprises appartenant à la famille royale marocaine.

Pour être clair, le développement économique, en particulier dans le domaine des énergies propres et renouvelables, est en soi positif: mais pas au détriment des droits du peuple sahraoui. Une économie dirigée par et occupant une occupation militaire ne conduira pas à la prospérité et au bien-être à long terme. Au contraire, cela creusera les inégalités au Sahara occidental et rendra le conflit encore plus difficile à résoudre.

## Conclusions

L'inertie du pouvoir marocain - qui se manifeste par des actes de violence contre des civils et par l'exploitation illégale des ressources du Sahara occidental - instille l'instabilité sur le territoire. Avant tout, le refus constant de faire appliquer le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination crée des tensions, des frustrations et une "situation illégale", selon les termes de l'avocat général de l'UE.

Les prisonniers politiques de Gdeim Izik sont actuellement en grève de la faim pour souligner leur incarcération injuste par le Maroc et les conditions inhumaines dans lesquelles ils sont détenus. Des civils sahraouis non armés au Sahara occidental risquent la violence de l'État marocain s'ils déclarent publiquement qu'ils sont en faveur de l'autodétermination. Dans le même temps, les troupes de maintien de la paix stationnées au Sahara occidental et chargées d'organiser un référendum sur l'autodétermination ne sont pas habilitées à prendre des mesures.

Cette situation est indéfendable. La MINURSO doit être dotée d'un mandat de surveillance les droits de l'homme.

L'ONU doit prendre des mesures pour renforcer la confiance des populations de la région, en particulier des Sahraouis, dans le respect du droit et des droits de l'homme à l'avenir du Sahara occidental. Sans cette confiance, la reprise du conflit armé reste un danger; avec elle, une solution pacifique devient une possibilité.

Les recommandations que nous avons détaillé au début de ce briefing exposent les mesures concrètes que le Conseil de sécurité des Nations Unies pourrait et devrait prendre.

---

### **The Western Sahara Action Forum [wsaforum.org](http://wsaforum.org)**

The Western Sahara Action Forum (WSAF) is an international advocacy organization focused on Western Sahara. WSAF advocates for the United Nations (UN) to live up to its legal and moral obligations to enable the UN mission there, MINURSO, to organise and implement a free and fair referendum in Western Sahara. Working with a range of governments, NGOs, trade unions, and human rights defenders, WSAF leads international campaigns and lobbying efforts, and provides information and resources for activists and policymakers around the world.